

COMMUNIQUE DE PRESSE

La direction SNCF, ouverte à l'ultra-libéralisme est en échec sur sa stratégie. Fret SNCF a perdu 10% de part de marché. L'ouverture du Fret à la concurrence a conduit à plus de camion sur les routes ; un échec sur les enjeux écologiques et environnementaux. La loi votée au printemps dernier ouvrant la concurrence aux voyageurs, a été rejetée par 95% des Cheminots de l'exécution aux cadres. Les fermetures de lignes, de gares, de guichets s'accélèrent.

En utilisant la répression la plus brutale, la direction tente de détourner les causes du mécontentement. Son échec politique et industriel, elle veut le faire supporter aux Cheminots. Cette sanction, ainsi qu'une soixantaine dans l'entreprise de différents niveaux, s'inscrit dans un climat répressif qui tente à faire taire les luttes.

La sanction qui frappe Jean Michel DIEUDONNE est sans commune mesure et disproportionnée avec les griefs avancés ; un échange verbal avec des Cheminots en gare de Paris Est.

Les Lycéens et les étudiants en lutte contre la sélection accrue, contre parcours sup subissent une répression inacceptable. Exemple, Lycéens à genoux, mains derrière la tête à Mantes-la-Jolie.

La violence est instrumentalisée face à l'expression du mécontentement des gilets jaunes et donne lieu à des sanctions très lourdes.

Macron, les directions d'entreprises, le grand patronat sont sur la défensive, c'est pourquoi, ils emploient la répression.

Réaffirmons le très fort, la CGT ne partage pas et combat la stratégie économique, sociale de la direction SNCF.

Est-ce que, pour autant, le débat contradictoire doit conduire à l'exclusion de ceux qui portent une autre alternative, une autre conception du service public ?

Avec un tel comportement de nos dirigeants, de l'état, des directions d'entreprises y compris publiques, le risque est grand de sombrer dans l'inconnu.

Nous en appelons au PDG de la SNCF, Monsieur Pépy : il peut, encore, revenir sur la décision du conseil de discipline. Ce serait un geste d'apaisement, une mesure de justice, attendu par tous.

Les Cheminots et les Cheminotes ne peuvent accepter que la répression devienne un mode de gestion des mécontentements et des luttes.

Cette décision ne répond en rien aux aspirations des Cheminots et aux réponses de besoins de service public qu'attendent les Usagers.